Les Possibles — No. 02 Hiver 2013-2014

Entretien croisé sur l'avenir de l'euro avec Thanos Contargyris et Peter Wahl

vendredi 21 février 2014, par Peter Wahl, Thanos Contargyris

Thanos Contargyris (Attac Grèce) et Peter Wahl (Attac Allemagne) dialoguent sur la crise de l'euro et sur l'avenir de la monnaie européenne. Leurs critiques convergent largement sur la zone euro. Leurs analyses et propositions pour l'avenir de la construction monétaire européenne se différencient sur plusieurs aspects, reflétant ainsi la diversité des réflexions actuelles au sein du mouvement altermondialiste.

1) Quelles sont les causes à la racine de la crise de l'euro ? La « crise des dettes souveraines » est-elle une cause ou une conséquence de cette crise ?

Thanos Contargyris :
La crise a été déclenchée par la faillite de la banque états-unienne Lehman Brothers en septembre 2008. Cette faillite a poussé les investisseurs à rechercher des valeurs sûres et à se replier sur des obligations d'État. Mais la crise a conduit simultanément à l'augmentation des déficits publics et à l'explosion des dettes souveraines sous l'effet de deux facteurs : le renflouement des banques en difficulté, et les politiques de soutien de l'activité pour lutter contre la récession causée par la crise en 2009.
Face à cette explosion des dettes souveraines, notamment dans la zone euro et aux États-Unis, la spéculation s'est déclenchée sur le marché des dettes publiques, en s'attaquant au maillon le plus faible. Pour de nombreuses raisons ayant trait à la cohésion et à la capacité de réaction des autorités publiques face à la crise, la zone euro est apparue comme la cible à privilégier. Restait à trouver le pays de la zone euro dont la faillite paraissait la plus vraisemblable, pour déclencher la spéculation. La Grèce est apparue en 2009 comme une cible idéale, suite à la révision à la hausse de son déficit budgétaire. Les réactions grecques et européennes aux premières attaques spéculatives contre la Grèce, début 2010, ont prouvé aux marchés que cette cible était la bonne. La crise des dettes souveraines s'est transformée en crise de l'euro, du fait de l'incapacité de l'Union européenne à prendre rapidement les décisions qui auraient pu repousser cette attaque spéculative et circonscrire le problème grec pour éviter sa propagation.

Peter Wahl :
La crise de l'euro est complexe. Celle-ci n'a pas une seule racine, c'est un véritable rhizome, c'est-à-dire un réseau de plusieurs racines. D'abord, à la base de la crise, il y a l'hétérogénéité des structures économiques dans la zone euro. Si l'on met là-dessus un couvercle aussi lourd qu'une monnaie unique, on va étouffer une bonne partie du contenu dans le pot commun. Et, à la fin, tout saute en l'air. L'introduction de l'euro en tant que telle était donc en soi un facteur de crise.
Tandis que l'Allemagne a réussi à améliorer sa compétitivité – entre autres par le dumping social – celle des pays méditerranéens s'est dégradée. Résultat : de profonds déséquilibres de balances commerciales sont apparus, avec un excédent en Allemagne et un déficit dans les pays du Sud.
Le bâtiment européen était déjà pourri dans ses fondements quand le tremblement de terre du krach financier en 2008 est survenu. Une fois abandonnée la souveraineté sur le taux de change, et en l'absence d'un *prêteur en dernier ressort,* c'est-à-dire d'une banque centrale pouvant fonctionner comme un sapeur-pompier, une réaction en chaîne s'est déclenchée. Aux déséquilibres commerciaux s'est ajoutée l'augmentation de déficits publics, liée au sauvetage des banques et aux programmes de relance de l'économie réelle.
Ensuite, la gestion de la crise basée sur la discipline fiscale et l'austérité a produit une dépression dans les pays en crise, ce qui a augmenté à nouveau les dettes souveraines. Cette explosion des dettes souveraines est donc une conséquence de la mauvaise construction de l'euro, en liaison avec le casino financier et sa faillite, et la mauvaise gestion de la crise.

2) Quels étaient les objectifs des politiques d'ajustement structurel imposées par la Troïka aux pays les plus endettés ? Quels sont les principaux bénéficiaires de ces politiques ?

Thanos C. :

Les politiques imposées par la Troïka avaient un triple objectif :

- Sauver les banques européennes en faisant passer les obligations grecques que ces dernières détenaient entre des mains publiques (celle de la Banque centrale européenne et des États européens).
- Exiger que la Grèce consolide sa dette à sa valeur nominale et en fasse supporter le coût à ses citoyens, en réfutant toute idée de mutualisation des dettes ainsi que toute idée de partage du coût de la crise entre la Grèce et ses créanciers.
- Faire admettre l'idée, contestable, que l'augmentation des salaires grecs de 2000 à 2009 était la cause principale de la crise, et rendait des réformes ainsi qu'une dévaluation interne indispensables. Ce choix a conduit à une redistribution des revenus et de la richesse des plus pauvres vers les plus riches.

Peter W. :
Cette politique prétend vouloir surmonter la crise et sauver l'euro. Mais cette thérapie ne pouvait qu'échouer car elle était fondée sur le faux diagnostic qu'un manque de discipline fiscale était le problème. Tout s'est passé comme si les autorités européennes avaient traité un cancer du poumon comme une grippe.
En ce qui concerne les bénéficiaires de ces politiques, il y d'abord l'Allemagne qui, malgré sa propre responsabilité dans les déséquilibres, bénéficie de l'image du havre de stabilité, avec un taux d'intérêt pour ses obligations d'État proche de zéro. La crise a également bousculé les rapports de force traditionnels au sein de l'Union européenne. L'Allemagne domine désormais la gestion de la crise avec son idéologie de stabilité et d'austérité.
Les banques sont également les gagnantes des politiques d'ajustement. C'est avec l'argent des contribuables, et celui arraché aux peuples par l'austérité, qu'elles encaissent les intérêts et le remboursement des dettes publiques.
Ainsi, la crise est utilisée par les élites comme un levier pour approfondir la transformation néolibérale de la zone euro. Au total, tous les acteurs qui ont un intérêt économique ou politique dans une telle orientation bénéficient de la crise.

3) Quelles auraient dû être les politiques alternatives de sortie de crise pour ces pays ?

Thanos C. :
Je ne peux vraiment parler que du cas grec, mais ce cas extrême illustre bien ce qui aurait pu être fait pour l'ensemble des pays touchés par la crise de l'euro.
Au niveau européen, deux options ont été refusées :

- La déclaration d'une garantie solidaire des dettes souveraines qui, en février 2010, aurait coupé court à la spéculation et n'aurait rien coûté car elle aurait permis à la Grèce de refinancer sa dette sur les marchés.
- Le rachat de la dette grecque sur le marché secondaire, et sa rétrocession à la Grèce au prix d'acquisition qui, aux cours d'avril-mai 2010, aurait permis une diminution substantielle de cette dette, et aurait évité la propagation de la crise.
  Du côté grec, deux options ont été écartées :
- Le lancement d'un emprunt national (ou l'adoption d'un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes) pour racheter à bas prix une partie de la dette grecque sur le marché secondaire et l'annuler ; cela aurait fait payer aux riches grecs et aux banques étrangères une part importante de la dette, dont ils avaient été les principaux bénéficiaires, et aurait laissé du temps pour restructurer l'État et l'économie grecs, réduire les déficits sans avoir recours à une politique d'austérité aussi rigoureuse, injuste et destructrice que celle subie depuis 2009.
- La cessation des paiements et le rétablissement du contrôle des changes ; ce qui aurait permis une sortie de l'euro et une dévaluation efficace (de la dette et de la nouvelle monnaie). Néanmoins, vu l'importance des déficits en 2009, cette option aurait entraîné une crise interne très violente car, faute de pouvoir emprunter, l'État grec n'aurait plus été en mesure de payer les retraites et les salaires, et les importations de produits de première nécessité seraient devenues impossibles.
  Au lieu des politiques d'austérité imposées par la Troïka qui ont conduit à la récession, l'aggravation de la dette et l'explosion de la pauvreté et du chômage, il aurait été préférable de lancer une politique de sauvetage de la Grèce articulée autour de trois plans :
- Un plan de restructuration des finances publiques qui aurait lutté contre la fraude fiscale et les revenus occultes.
- Un plan de restructuration de l'État grec qui aurait rationalisé les dépenses publiques (pour réduire le déficit) et éliminé la bureaucratie (pour relancer l'économie).
- Un plan de restructuration de l'économie qui aurait réorienté toutes les sources de financement – publiques et privées – vers des investissements dans des activités génératrices d'entrées de devise, et en introduisant des réformes ciblées pour rendre ces secteurs compétitifs.

Peter W. :
À court terme, la BCE aurait dû jouer pleinement et sans condition le rôle de prêteur en dernier ressort. Par ailleurs, un programme européen de relance par des investissements pour promouvoir la transition écologique, pour la recherche scientifique et technique et pour développer l'infrastructure sociale aurait modernisé les économies et renforcé leur compétitivité.
Tout cela aurait dû être accompagné par une réforme du système de taxation pour renforcer son caractère progressif.
Le troisième pilier aurait dû consister en une réforme du système financier, à commencer par une nationalisation des banques sauvées, la participation des créanciers à la réduction des dettes, une réduction substantielle de la spéculation, et la

stricte régulation des produits dérivés et du *shadow banking system*. L'introduction rapide d'une taxe efficace sur les transactions financières aurait non seulement pu contribuer à ces régulations, mais aurait également financé une bonne partie des coûts de la crise.

4) Était-ce une erreur pour la Grèce d'entrer dans la zone euro en 2001 ?

Peter W. :
Oui, ce fut une erreur. Il y avait assez d'économistes, et pas uniquement hétérodoxes, qui avaient mis en garde contre les risques de l'euro. Il était également reconnu que le gouvernement grec avait triché – avec l'aide de Goldman Sachs – en ce qui concerne le respect des critères pour rejoindre la zone euro. Mais nombreux sont ceux qui ont été aveuglés par le dogme selon lequel l'intégration européenne serait un projet progressiste et émancipateur en soi, avec l'illusion d'une prospérité automatique.

Thanos C. :
Avec les données de l'époque, l'entrée de la Grèce dans la zone euro pouvait se justifier. Il y avait encore une dynamique européenne ; la monnaie était un pas vers une union politique, sécurisante, offrant une illusion de solidarité, particulièrement attractive pour les pays faibles. L'idée même de faillite d'un État de la zone euro était inconcevable.
Malgré les faiblesses de son économie (déficit structurel de sa balance des paiements, déficits publics, faiblesses des exportations et importance de la dette), la situation grecque était favorable, comparativement à d'autres pays, y compris de la zone euro :

- fort taux de croissance ;
- démographie en croissance (pays d'émigration devenant un pays d'immigration) ;
- stabilité de la dette ;
- stabilité des déficits en pourcentage du PIB.

5) Est-il possible d'envisager une sortie négociée et ordonnée de la Grèce (et du Portugal) de la zone euro ? À quelles conditions cette sortie serait avantageuse pour les peuples concernés ? Quels seraient les risques et les coûts de cette sortie ?

Peter W. :
Une sortie négociée et ordonnée de la Grèce ou du Portugal n'est pas réaliste dans la phase actuelle de la crise. Les élites européennes ont bien exprimé leur ferme volonté de maintenir la zone euro dans son format présent. Une sortie unilatérale et non négociée ferait tomber un petit pays comme la Grèce ou le Portugal, vulnérable et épuisé par la crise, et entraînerait ce pays de Charybde en Scylla.
Mais il n'est pas exclu que, sous la pression des problèmes, une sortie unilatérale soit acceptée un jour par les principaux acteurs de la zone euro. Dans ce cas, la sortie devrait être accompagnée d'un ensemble de mesures, comme la protection de la nouvelle monnaie par la BCE contre la spéculation, une réduction substantielle des dettes du pays sortant, un programme d'investissement soutenu par des crédits à taux d'intérêt préférentiels, ainsi que des transferts financiers du *Fonds régional* de l'Union européenne. Sous ces conditions, une sortie de l'euro pourrait être un moindre mal. Mais en tout état de cause, ce chemin serait très périlleux. Nous sommes dans une situation où toute solution est un choix entre le mal et le pire.

Thanos C. :
Du point de vue strictement économique, et si on considère la dette de ces pays supportable, la sortie de la zone euro présente plus d'inconvénients que d'avantages. En 2014, une telle sortie ne présente plus l'intérêt qu'elle aurait pu avoir en début de crise, notamment pour la Grèce car :

- la fuite des capitaux qu'elle aurait pu empêcher en rétablissement le contrôle des changes a eu lieu ;
- les effets bénéfiques justifiant la dévaluation qu'une sortie de l'euro aurait permis ne sont plus d'actualité :
    - le déficit primaire des comptes publics et le déficit de la balance des paiements ont disparu,
    - le besoin de créer de marges de compétitivité en dévaluant n'existe plus, sauf à créer encore plus de misère, ces marges ayant été reconstituées par une dévaluation interne très douloureuse,
    - l'allégement de la dette par une dévaluation est rendu impossible par les termes des prêts contractés pour le refinancement de la dette grecque auprès des États et institutions européennes : la dette restera libellée en euro et soumise au droit anglais ; elle exploserait en cas de dévaluation.

    Par contre, du point de vue politique, la sortie de l'euro doit être envisagée sérieusement, au moins par la Grèce, comme un recours extrême, même si ce n'est pas un scénario souhaitable. En effet, la Grèce avec le niveau de sa dette actuelle (175 % du PIB) ne peut pas espérer sortir de l'austérité avant 40 ans. Du fait de l'intransigeance allemande sur toute diminution de la dette grecque (notamment par un remboursement de la dette allemande à la Grèce, jamais payée depuis 1953), aucune solution négociable au sein de l'euro pour alléger cette dette à un niveau supportable n'est envisageable. Or, tout investisseur sérieux et tout jeune Grec ne peuvent que fuir ce pays qui, dans ce scénario est condamné à la récession, au

chômage, à des revenus bas et à une pression fiscale excessive. Aucun gouvernement grec ne peut longtemps encore envisager que ce scénario se poursuive. On peut d'ailleurs le rejeter, depuis que l'élimination du déficit primaire du budget de l'État et du déficit de la balance des paiements rend le recours à de nouveaux emprunts inutiles pour l'économie réelle : ces emprunts ne serviraient qu'à rembourser la dette et à en payer les intérêts.
Ainsi si, lors des négociations qui commenceront en juin 2014 en vue d'un nouveau plan d'austérité en contrepartie des nouveaux emprunts nécessaires pour payer la dette, le prix à payer par la Grèce apparaît trop élevé, celle-ci devrait refuser les nouveaux emprunts et accepter de se retrouver dans l'impossibilité de payer les taux d'intérêt et les remboursements des emprunts existants. Elle serait en cessation de paiement et ne pourrait plus emprunter ; mais elle pourrait survivre à une telle situation, au moins un certain temps, mieux que si elle acceptait une poursuite de l'austérité et de la récession. Par contre, la possibilité de faillite d'un pays de l'euro qu'elle actera sera insupportable pour la crédibilité future de la zone euro.
Plus un tel scénario paraîtra crédible et vraisemblable, plus la solution d'une sortie négociée et ordonnée de l'euro apparaîtra comme une solution envisageable et préférable, même si elle est extrêmement risquée. Cette sortie volontaire (seule possible) ne sera envisageable pour la Grèce qu'en échange d'une réduction substantielle de sa dette en proportion de la dévaluation de sa monnaie afin d'éviter un renchérissement de la dette restante, une fois convertie en drachmes dévaluées. Cette sortie et la dévaluation qui en découlera entraîneront une nouvelle diminution du pouvoir d'achat de la population grecque. De plus, en dépit du fait que plusieurs dispositifs existent pour qu'une telle sortie n'entraîne pas un dommage immédiat sur les autres économies européennes, elle risque de porter également un coup fatal à l'euro.
Comment pourrait-on alors éviter que d'autres pays suivent l'exemple grec et sortent aussi de l'euro ? Où s'arrêtera ce mouvement ? Avant ou après la sortie de la France de l'euro ?
En conclusion, une sortie négociée de l'euro est envisageable, mais peu souhaitable et extrêmement risquée, non seulement pour le pays qui sortirait, mais aussi pour tous les pays de la zone euro, et par ricochet pour l'Union européenne dans son ensemble.

6) Faut-il abandonner le projet d'Union économique et monétaire ? Quelle(s) réforme(s) de l'UEM doit-on envisager ? Est-ce que le passage d'une monnaie unique à une monnaie commune est souhaitable et réaliste ? Faut-il deux zones monétaires européennes Nord et Sud ? Ces solutions n'impliquent-elles pas l'abandon des politiques néolibérales ?

Thanos C. :
Selon Luiz Carlos Bresser-Pereira, économiste brésilien, « Une monnaie commune ne peut exister que dans un État fédéral où les États fédérés n'ont plus guère d'autonomie fiscale, où la dette est contrôlée par l'État fédéral ». Tant que la zone euro ne remplira pas ces conditions, l'euro restera une construction bancale. Il est déjà trop tard pour un projet d'Union économique et monétaire. Seule une Union économique, monétaire, sociale, politique et démocratique a un sens, si on souhaite dépasser la crise actuelle. Le problème est que, du fait des politiques nationalistes poursuivies pour faire face à cette crise, cette union parait, politiquement, encore moins possible qu'elle ne l'était avant la crise, alors même qu'elle est encore plus nécessaire aujourd'hui.
À défaut, politiquement et économiquement, l'idée d'une Union économique, monétaire, sociale et politique au sein des pays du Sud et une autre au sein des pays du Nord paraît plus réaliste. Assortie de l'idée que l'euro serait alors la monnaie commune pour les échanges extérieurs, avec deux monnaies uniques à l'intérieur de chacune des deux zones, elle paraît même intéressante ; on conserverait la perspective qu'après une période de réajustement, nécessaire pour une convergence des deux blocs, une réunification est envisageable. Mais, pour maintenir un équilibre entre les deux blocs, il faudrait que la France intègre le bloc du Sud et soit en mesure d'en assurer le leadership. Est-elle disposée à le faire ? Enfin elle ne serait attrayante que si l'un des deux blocs, et plus certainement celui du Sud, décidait d'abandonner les politiques néolibérales, auquel le bloc du Nord est trop attaché, et arrivait à démontrer que cet abandon est non seulement possible, mais également souhaitable et efficace.

Perer W. :
L'union économique et monétaire telle qu'elle est conçue par les élites européennes signifie la consolidation du tournant néolibéral qui a commencé avec le marché unique et le traité de Maastricht il y vingt-cinq ans. Elle est la clef de voûte du processus d'institutionnalisation du néolibéralisme. Elle exclut à jamais toute alternative – du moins si l'on veut s'en tenir aux traités existants. S'agissant du rapport de force entre travail et capital, la subordination du premier au second est fixée par un

acte quasiment constitutionnel. La gauche doit tout faire pour bloquer ce projet.
En ce qui concerne l'avenir de l'euro, je pense que son maintien n'est pas possible à long terme. Pour voir comment une monnaie unique fonctionne, on peut prendre l'exemple de la réunification de l'Allemagne. Il y avait aussi des différences énormes entre la RDA et la RFA quand le deutsche mark fut introduit à l'Est. Mais l'intégration monétaire a été accompagnée par l'installation d'un système politique unique, dans un seul État national, sous un cadre juridique unitaire, et tout cela avec des transferts énormes de 60 milliards d'euros par an vers l'Est pour y reconstruire une infrastructure sociale et matérielle. Et cela dure jusqu'à aujourd'hui, pour une population relativement modeste de 17 millions.
Pour l'euro, il n'y a pas d'État commun ni de transferts entre pays, et il est impensable que ces conditions soient réunies dans un avenir raisonnablement prévisible. Il en résulte qu'une solution en deçà de la monnaie unique est nécessaire, même si les élites n'accepteront une telle issue qu'après une période de stagnation ou peut-être de déflation, ou à la suite d'une explosion politique.
La gauche ne devrait pas attendre ce moment, mais discuter des alternatives au maintien de la monnaie unique à tout prix. Il y a plusieurs propositions. Celles-ci vont d'une sortie de l'Allemagne de l'euro, comme le propose George Soros, via la proposition d'un euro Sud et d'un euro Nord. D'autres proposent une monnaie parallèle avec une monnaie souple et une monnaie dure comme le « Goldmark », (Mark d'or), qui fut introduit à la suite de l'hyper-inflation en Allemagne après 1923 pour stabiliser l'économie. La Banque d'Angleterre a fait une proposition similaire pour l'Union européenne au début des années 1990. Une autre idée est celle d'un euro extérieur et d'un euro intérieur comme l'a préconisé Frédéric Lordon dans *Le Monde diplomatique*. Oskar Lafontaine, ancien ministre de finances, a suggéré un projet semblable : le retour au système européen monétaire qui avait précédé l'euro, avec l'écu comme monnaie commune, et la possibilité de dévaluations et de réévaluations contrôlées des monnaies nationales.
À l'autre bout du spectre, il y a le retour aux monnaies nationales, proposé dans un article publié par la Banque nationale de Pologne, mais aussi par des économistes plutôt à gauche, comme Wolfgang Streeck, ancien président de l'Institut Max Planck à Cologne, ou Jacques Sapir en France. Toutes ces propositions ont des implications complexes et différentes qu'il faut discuter pour trouver la meilleure option d'un point de vue émancipateur. Toutes ces options ne seraient pas possibles sans un renversement de l'orientation néolibérale.
Mais aucune de ces options n'est politiquement réaliste pour l'instant, parce que chacune requiert une approche coopérative, si l'on ne veut pas risquer un chaos incontrôlable – un véritable dilemme, qui n'est soluble que par un renversement des rapports de force.
Dans ces conditions, seul un changement de cap de la France, et une alliance de Paris avec au moins l'Italie et l'Espagne peuvent amener l'Allemagne à accepter un changement du système monétaire actuel.

7) Comment devrait évoluer l'architecture institutionnelle de l'Union européenne ? Une union politique démocratique (différente du fédéralisme technocratique actuel) est-elle nécessaire pour faire de l'euro une monnaie à part entière ?

Thanos C. :
J'ai répondu affirmativement à la seconde interrogation dans la question précédente, tout en émettant des doutes sur la possibilité de le faire dans le contexte actuel.
Faire évoluer l'architecture institutionnelle actuelle est urgent dans tous les cas de figure. Il faut en effet instaurer une démocratie plus directe au niveau européen, d'où se dégagera l'idée d'intérêts et d'enjeux communs, par-delà les différences nationales, qui guideront les choix politiques européens, vraiment démocratiquement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Cela passe par une véritable constitution, élaborée par une assemblée constituante et avalisée par un référendum unique au niveau européen (et non par pays), et des élections au parlement européen sur des listes politiques européennes (et non nationales) quitte à imaginer, pour la représentation des intérêts nationaux, un Sénat élu au suffrage direct ou indirect, sur des listes nationales.

Peter W. :
Avec la transformation néolibérale d'il y a un quart de siècle, l'Union européenne a épuisé toute crédibilité en tant que projet émancipateur. Et ce n'est pas par hasard ou du fait d'une conjoncture exceptionnelle. Les traités sont construits de telle sorte que l'orientation néolibérale soit cimentée pour toujours avec un statut quasiment constitutionnel. La « règle d'or » budgétaire désormais ancrée dans les constitutions nationales n'est que la partie visible de l'iceberg. Le capitalisme néolibéral est protégé contre tout changement substantiel dans l'avenir. Même s'il y avait une majorité de gouvernements de gauche, il serait illusoire de croire que l'on pourrait obtenir l'unanimité nécessaire parmi vingt-huit pays membres pour un changement des traités.
L'Europe sociale et démocratique dont rêve la gauche n'est donc possible que par une rupture avec les traités actuels.
Cela signifie aussi un adieu à une union politique qui aboutirait aux États-Unis de l'Europe. L'expérience du processus d'intégration montre que la centralisation, l'uniformité et les recettes du *one size fits all* (même cadre pour tous) conduisent à des résultats opposés à ceux recherchés. La conséquence de l'intégration néolibérale et de la crise, est que les tendances centrifuges sont plus fortes que jamais. Les nationalismes, le chauvinisme, la xénophobie et d'autres idéologies anti-humanistes progressent partout.
Une rupture avec les traités ne signifie point que l'alternative serait le retour vers le 19e siècle, comme le prétendent les euro-

optimistes. Au contraire, l'architecture d'une Union européenne alternative doit être flexibilisée. Il faut beaucoup plus penser en termes de réseaux que d'État supranational. Il faut faciliter la formation de *coalitions of the willing* (coalitions de bonne volonté), de groupes et de sous-groupes qui veulent coopérer sur de certains terrains, mais qui ont aussi l'option de la non-participation. Ce serait une combinaison d'intégration et de désintégration sélectives. Au fond, le concept de « coopération renforcée », qui est prévu par les règles de l'Union, pourrait servir comme modèle qui, bien sûr, devrait être flexibilisé considérablement, simplifié et rendu moins contraignant.
C'est la diversité et la pluralité qui font la force de l'Europe.
En même temps, cette coopération européenne pourrait s'ouvrir davantage aux régions voisines, L'Afrique du Nord, le Proche-Orient, l'Europe de l'Est et la Russie. Aux temps de la mondialisation, de la communication et de l'échange global, la construction d'un nouveau super État a quelque chose d'anachronique. Après tout, le mot d'ordre de l'internationalisme n'était pas « prolétaires de la zone euro, unissez vous ! »
Mais, pour un débat productif, la gauche doit se libérer de la sacralisation d'une intégration toujours plus poussée comme seule option émancipatrice. Elle doit se libérer de cette logique binaire, de ce manichéisme simpliste selon lesquels toute alternative à l'intégration toujours plus poussée serait un retour en arrière. Et elle doit se libérer du pathos européiste, et se souvenir du sens de la critique et des Lumières, ces vertus vraiment européennes.
Ce serait en même temps sortir de l'ombre de la social-démocratie, du genre New Labour et des Verts, afin de développer un modèle nouveau destiné à donner une réponse à l'une des questions politiques les plus importantes de notre temps.

8) Comment réformer la Banque centrale européenne ? Faut-il réduire son rôle qui n'a cessé d'augmenter avec la crise, ou plutôt remettre en cause son indépendance ? Faut-il faire évoluer le système européen des banques centrales, et donner plus de pouvoir aux banques centrales nationales, pour des politiques monétaires plus décentralisées prenant en compte les différences nationales ?

Peter W. :
En tant qu'élément du système de l'euro, la Banque centrale européenne ne peut pas être dissociée de l'avenir de la monnaie. Quel que soit le système monétaire, une banque centrale doit avoir les trois caractéristiques de base suivantes :

- elle doit exercer la fonction de prêteur en dernier ressort ;
- son mandat doit inclure non seulement la stabilité monétaire, mais aussi l'emploi et une croissance soutenable ;
- il doit y avoir un contrôle démocratique sur les grandes orientations de sa politique.

Thanos C. :
Dans tous les cas de figure, il faudrait que la ou les banques centrales soient des prêteurs en dernier recours des États, que leur indépendance par rapport au pouvoir politique soit réduite, et que leur indépendance par rapport aux pouvoirs financiers soit renforcée. De plus, il n'est pas réaliste de continuer à restreindre le mandat des banques centrales à la lutte contre l'inflation ; il est urgent que leur mandat comprenne explicitement la lutte contre le chômage et la pauvreté. Enfin, attribuer un rôle dominant aux banques nationales constituerait une grande régression pour tous les pays de la zone euro. Une telle situation n'est pas souhaitable car elle signifierait un renoncement définitif au projet européen.